

Subsides en vertu de l'article 58 du Règlement, Motions – (Fin)

24. Motion (M. Marshall): Demande au gouvernement de proclamer unilatéralement sa juridiction sur une zone de pêches côtières de 200 milles, présentation et interruption du débat, 1113. Reprise du débat et fin des délibérations, 1114.
25. Motion (M. Broadbent): Refus du gouvernement d'instituer une enquête sur les allégations d'ingérence de ministres dans le cours de la justice, présentation, débat et rejet de la motion sur vote par appel nominal, 1119-20.
26. Motion (M. Fortin): Présumé refus du gouvernement d'assurer une politique laitière à long terme et de mettre sur pied un vaste programme de mise en marché et de distribution des produits, etc., afin que la production serve les intérêts et les besoins de la consommation, présentation et interruption du débat, 1134. Reprise du débat et fin des délibérations, 1134.
27. Motion (M. Lawrence): Imprudence du gouvernement en matière de prolifération des armes nucléaires et de négociations avec l'Inde, présentation et interruption du débat, 1140. Reprise du débat et rejet de la motion sur vote par appel nominal, 1140-1.
28. Motion (M. Stevens): Politiques économiques contradictoires du gouvernement, présentation et interruption du débat, 1144.
29. Motion (M. Gillies): Incapacité du gouvernement de mettre au point une stratégie efficace en matière d'énergie pour les Maritimes, présentation, débat et fin des délibérations, 1261.
30. Motion (M. Holmes): Inaction du gouvernement face au problème de l'hydrargyrisme notamment sur la santé et la situation sociale et économique des autochtones, présentation, débat et fin des délibérations, 1276.
31. Motion (M. Stevens): Echec du gouvernement dans la recherche de solutions aux problèmes économiques, présentation, débat et rejet de la motion sur vote par appel nominal, 1285-6.
32. Motion (M. Kempling): Négligence du gouvernement pour n'avoir pas adopté de politique scientifique et technique solide ni de mesures permettant d'accroître la recherche et le développement dans les secteurs universitaire et industriel, présentation, débat et fin des délibérations, 1290.
33. Motion (M. Saltsman): Carence du gouvernement en matière de stratégie industrielle, présentation, débat et fin des délibérations, 1296.
34. Motion (M. Rondeau): Législation, attitude abusive du gouvernement en matière d'élaboration, présentation, débat et fin des délibérations, 1325.
35. Motion (M. Horner): Contestation de l'application du principe du "paiement par l'utilisateur" du ministère des Transports aux régions canadiennes et demande d'une politique en matière des transports, présentation, débat et fin des délibérations, 1343.
36. Motion (M. Yewchuk): Reproche au gouvernement de ne pas appuyer le financement de la recherche dans le domaine de la santé, débat et fin des délibérations, 1347.
37. Motion (M. Balfour): Inquiétude d'effondrement accéléré de l'industrie du textile, débat et fin des délibérations, 1349.
38. Motion (M. Gilbert): Condamnation de l'attitude cynique du gouvernement à la Conférence sur l'Habitat, tenue à Vancouver, présentation, débat et fin des délibérations, 1363.
39. Motion (M. Baker) (Grenville-Carleton): Inacceptation de la Chambre du comportement du gouvernement en matière de responsabilité ministérielle, présentation et interruption du débat, 1366. Reprise du débat et rejet de la motion sur vote par appel nominal, 1366-7.

Subsides (Lois):

1. Adoption des budgets principal et supplémentaire (A) de 1974-1975, 82. Bill C-31 (Loi des subsides no 3 de 1974), président du Conseil du Trésor, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1975. 1re lecture, 2e lecture et étude en Comité plénier, 82. Reprise de l'étude à l'étape du Comité plénier, 83, 86. Reprise de l'étude, rapport sans amendement, adoption à l'étape du rapport et 3e lecture, 86. Adoption par le Sénat, 94. Sanction royale, 94. 23-24-25 Elizabeth II, chapitre 2, S.C. 1974-1976.
2. Adoption du budget supplémentaire (B) de 1974-1975. (étudié par le Comité des prévisions budgétaires en général), 184. Bill C-42 (Loi des subsides no 4 de 1974), président du Conseil du Trésor, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1975. 1re lecture, 2e lecture, étude en Comité plénier, rapport sans amendement, adoption à l'étape du rapport et 3e lecture, 184. Adoption par le Sénat, 225. Sanction royale, 238. 23-24-25 Elizabeth II, chapitre 21, S.C. 1974-1976.